

Moins de chômeurs par temps de réforme des retraites ?

Jean-Marie Harribey

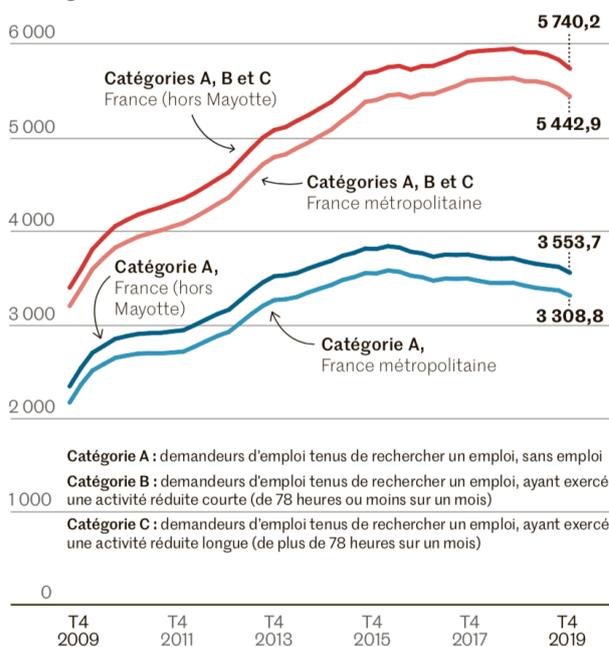
30 janvier 2020

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/01/30/moins-de-chomeurs-par-temps-de-reforme-des-retraites>

Le tambour macronien a retenti ces derniers jours, accompagné des trompettes de Bercy, à l'annonce du recul du chômage en 2019. Le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A (c'est-à-dire n'ayant exercé aucune activité) aurait baissé l'an dernier de 3,3 %. La France en compterait 3,554 millions (3,309 millions en France métropolitaine). Toutes catégories A, B et C confondues, elle en compterait 5,740 millions (5443 millions en France métropolitaine). Le taux de chômage s'établirait à 8,6 %, le plus bas depuis la crise de 2007. Posons deux questions : comment expliquer cette baisse du chômage ? et cette baisse est-elle durable ?

Une courbe qui s'infléchit progressivement

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C, en milliers



Une amélioration pour les jeunes

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi selon l'âge en catégorie A, en France métropolitaine, en milliers



Les chômeurs longue durée plus nombreux

Evolution des demandeurs d'emploi depuis un an ou plus en catégories A, B, et C, en France métropolitaine, en milliers



Infographie : *Le Monde*

Sources : Pôle emploi - Dares, STMT

Source : *Le Monde*, 29 janvier 2020

Aussitôt la nouvelle connue, les commentateurs y ont vu l'effet bénéfique de la politique du président de la République. Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, s'est félicité que « la politique mène le gouvernement depuis trois ans donne des résultats ». Et de citer la baisse de la fiscalité sur le capital, l'assouplissement du marché du travail, en se réjouissant que la place financière de Paris supplante celle de Londres après le Brexit. D'autres ajoutent la transformation du CICE en allègements permanents de cotisations sociales et l'effet des ordonnances Pénicaud de septembre 2017.

Ces explications ne tiennent pas la route parce qu'elles oublient que l'évolution de l'emploi est la résultante de l'interaction de trois variables : l'évolution de la production, celle de la productivité du travail par tête et celle de la durée individuelle du travail. On connaît à peu près le taux de croissance économique que la France a connu en 2019 : environ 1,3 %. Cela ne peut expliquer une baisse de 3,3 % du chômage. La durée individuelle du travail est, durant cette année, restée stable. Il ne reste donc plus qu'une seule explication fondamentale à l'évolution de l'emploi : la productivité du travail n'augmente plus, ou alors très faiblement¹. Ce qui est appelé pudiquement « enrichissement de la croissance en emplois » signifie tout simplement baisse des gains des productivité jusqu'à les rendre quasiment nuls².

En effet, pour qu'il y ait à la fois création d'emplois et enrichissement de la production en emplois, il faut que l'augmentation de l'emploi soit supérieure à celle de la production, elle-même supérieure à celle de la productivité par tête³.

Si l'on se détache un peu du formalisme logique, il faut se demander pourquoi l'évolution de l'économie est caractérisée par cette situation où la productivité du travail n'augmente pas ou guère. D'abord, il faut dire qu'il s'agit d'une moyenne, car cette productivité augmente plus fortement dans certains secteurs industriels, mais la tertiairisation de l'économie tire la moyenne de la progression de la productivité vers le bas. Et cela d'autant plus s'il s'agit de services à la personne ou de soins, voire d'éducation, dans lesquels les gains de productivité sont nécessairement faibles, malgré les tentatives de rationalisation et la pression à l'intensification du travail.

Autrement dit, loin d'améliorer l'emploi, il est à craindre que les multiples allègements de cotisations conduisent à l'embauche de travailleurs à faible qualification auxquels les employeurs peuvent verser de faibles salaires pour bénéficier de ces allègements. On peut alors s'interroger sur le pronostic hasardeux « amélioration durable sur le front de l'emploi »⁴. La tendance à la baisse des gains de productivité du travail s'est maintenant installée en France et dans le monde entier depuis deux décennies et ce n'est pas la politique du président Macron qui va l'inverser. Parce que la baisse de la progression de la productivité du travail est le signe de la dégradation générale de la condition au travail et de la dégradation des conditions naturelles de la production. Crise sociale et crise écologique sont devenues le « trou noir du capitalisme »⁵.

Raison de plus pour penser une réforme des retraites hors d'une stratégie productiviste. Et c'est là qu'on retrouve un peu de formalisme logique : dans une situation où la productivité du travail par tête diminue en même temps que la production « s'enrichit en emplois », pour éviter que l'efficacité productive ne s'affaisse, il faut que la productivité horaire du travail augmente. Aussi, seule la réduction du temps de travail résout cet apparent paradoxe de baisse de la productivité par tête et de hausse simultanée de la productivité horaire : pour une productivité horaire donnée, c'est la RTT qui seule rend la production plus riche en emplois. Pour une productivité horaire qui croîtrait d'un taux stable, la production ne s'enrichirait en emplois que si le temps de travail diminuait de plus en plus rapidement. Exactement le contraire de l'allongement de la durée du travail prévue par la réforme macronienne des retraites.

¹ Lorsque le temps de travail individuel moyen ne varie pas, productivité du travail par tête et productivité horaire du travail évoluent pareillement.

² Nullité des gains de productivité et non pas nullité de la productivité, comme le dit le journal *Le Monde* du 29 janvier 2020, et qui persiste en parlant de « productivité faible ».

³ Pour une démonstration, voir par exemple J.-M. Harribey, *Le trou noir du capitalisme. Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Le Bord de l'eau, 2020, encadré p. 147-149.

⁴ *Le Monde*, 29 janvier 2020.

⁵ J.-M. Harribey, *Le trou noir du capitalisme, op. cit.*